MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE NEW DELHI

N° 23 – Du 30 juin mai au 6 juillet 2023

En bref

Afghanistan : Stabilisation de l'afghani face au dollar. Coup d'arrêt pour le trafic d'opium.

Bangladesh : Hausse de 6,7 % des exportations en 2022-23, à 55,5 Mds USD. Approbation du budget 2023-24.

Bhoutan : Poursuite de l'effritement des réserves de change du pays. Une enveloppe d'investissement de l'ordre de 30 MUSD pour améliorer l'efficacité énergétique.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques :* Croissance du secteur des infrastructures en mai. *Politique monétaire:* La DGFT encourage l'internationalisation de la roupie. *Politique commerciale :* Accord entre l'Inde et les États-Unis pour résoudre des différends commerciaux à l'OMC. Importations de pétrole russe en baisse.

Maldives : Accueil de 929 607 touristes au S1 2023, +14,3% en g.a.

Népal : Adoption d'une loi e-commerce visant à structurer l'essor des achats en ligne. Nouvelle enveloppe de 50 MUSD de la Banque asiatique de développement afin d'améliorer le système douanier et logistique au Népal.

Pakistan : Nouvelles initiatives de consolidation budgétaire introduites au budget. Baisse du déficit commercial de 43% au cours de l'année budgétaire 2022/23. Hausse conséquente des subventions versées aux producteurs indépendants d'électricité chinois. Augmentation de + 29,4% de l'indice des prix à la consommation en 2022/23. Amélioration des réserves de change grâce à la contraction d'un nouveau prêt chinois. Lancement prochain d'une obligation à trois ans de 2,5 Mds PKR de la société de micro-crédit Kashf pour financer l'entreprenariat féminin. La PIA, Pakistan International Airlines, entre revitalisation et restructuration.

Sri Lanka : Baisse de l'inflation à 12,0%, réduction des taux directeurs de 200 points de base. Réduction des prix de l'énergie. Approbation de la stratégie de restructuration de la dette domestique par le Parlement, réaction positive des marchés.

Afghanistan

Stabilisation de l'afghani face au dollar

Selon le rapport de la Banque mondiale « Afghanistan Economic Monitor », le taux de change de l'afghani par rapport au dollar américain s'est établi à 85,9 le 26 juin dernier, reflétant une appréciation de 0,3 % par rapport à sa valeur au 15 août 2021. Il précise que la stabilité de la monnaie afghane s'est améliorée grâce au concours de plusieurs facteurs, notamment les contrôles stricts sur l'exportation de devises, la limitation de la masse monétaire, l'importance des envois de fonds des migrants et des flux de transferts officiels au titre de l'aide humanitaire des Nations unis, favorisant ainsi la disponibilité de dollars. Ces mesures ont permis de stabiliser peu ou prou les prix améliorant ainsi légèrement le pouvoir d'achat des ménages.

La Banque centrale attribue pour sa part la stabilité de l'afghani à l'augmentation significative des exportations. Hassibullah Noori, porte-parole de la Banque centrale, a déclaré que la mise en œuvre de stratégies de développement des exportations et l'augmentation de la transparence ont contribué à la stabilité de la monnaie par rapport aux devises étrangères. Toutefois, l'Union des changeurs a appelé la Banque centrale à injecter périodiquement des dollars sur le marché afin de maintenir davantage la stabilité de l'afghani.

En revanche, il convient de rappeler que les 7 Mds USD d'avoirs de la Banque centrale, initialement placés à la réserve fédérale américaine, demeurent toujours hors de portée du peuple afghan, avec la moitié placée au sein du fonds fiduciaire basé en Suisse, « Fund for the Afghan people », ayant généré à ce jour près de 128 MUSD d'intérêt, et le reliquat à la court américaine afin d'être restitué aux victimes du 11 septembre, limitant ainsi les marges de manoeuvre de la Banque centrale. De plus, de nombreuses organisations internationales ont cessé tout financement vers l'Afghanistan après la mise en place par les Talibans de plusieurs politiques régressives sur les droits des femmes au cours des derniers mois de 2022.

Coup d'arrêt pour le trafic d'opium

Les talibans déclaraient, il y a un an, leur intention d'éradiquer la vente d'opium. Selon des observations satellites, ils auraient depuis détruit 80% des champs de pavot. Pour le régime Taliban, l'objectif de l'opération consiste en l'élimination complète de la drogue sur le territoire alors qu'on estime à quelque 10% la part de la population addicte, soit 4 millions d'habitants.

La destruction des champs de pavot par les talibans s'est effectuée sans donner d'alternatives viables aux fermiers, engendrant d'importantes pertes financières. Autrefois, l'opium récolté était utilisé pour la production d'héroïne, faisant de l'Afghanistan le premier exportateur mondial de cette drogue.

Bangladesh

Hausse des exportations de 6,7%, à 55,5 Mds USD en 2022-23

D'après les données de l'Export Promotion Bureau, les exportations de l'année budgétaire 2022-23 ont cru de 6,7% sur un an pour atteindre 55,6 Mds USD, légèrement en deçà de la cible de 58 Mds USD que le gouvernement s'était fixée. Cette croissance est portée uniquement par les bons résultats du secteur du prêt-à-porter qui, malgré le contexte inflationniste global, atteint une croissance à deux chiffes (+10,3%), supérieure aux prévisions, à 47,0 Mds USD. La diversification des clients (actuellement concentrés en Europe et en Amérique du Nord) ainsi que des produits (essentiellement à base de coton) sera clé pour maintenir la croissance du secteur. D'après l'Association des fabricants et exportateurs de vêtements du Bangladesh (BGMEA), la plupart des usines opèrent actuellement en deçà de leur capacité à cause d'une demande plus faible.

Ce n'est pas le cas des autres catégories, qui n'atteignent qu'entre 50 et 85% de leur objectif cible à l'export. Ainsi, loin derrière le prêt-à-porter, les principaux produits à l'export sont le

cuir (1,2 Md USD), le textile pour la maison (1,1 Md USD), le jute (912 MUSD) et les produits agricoles (843 MUSD).

Approbation du budget 2023-24 – des hypothèses qui diffèrent de celles du FMI

Le Parlement a définitivement approuvé le budget pour l'exercice 2023-24 alors que le pays fait face depuis août 2022 à des défis nouveaux et qu'il a signé un accord avec le FMI en janvier 2023. Il repose sur une prévision de croissance de 7,5% en 2023-24, contre 6,0% attendus pour 2022-23 et 7,1% réalisés en 2021-22, sur une hypothèse de reflux de l'inflation à 6,0% et d'une hausse importante des exportations (+12%) et des transferts de fonds des expatriés (+10%). Le ministère des Finances mise également sur une reprise de l'investissement privé. Ces hypothèses sont sensiblement plus optimistes que celles des institutions internationales. Le FMI table par exemple sur une croissance du PIB de 6,5% et sur un investissement privé à hauteur de 22,8% contre 27,4% dans le budget. Enfin, le budget espère un rattrapage des exportations de +12% en FY24 contre +8,6% pour le FMI.

Approbation du dudget 2023-24 – des dépenses pour les projets de développement en baisse relative

Dans le budget 2023-24 récemment approuvé, les crédits fléchés vers l'Annual Development Program (ADP) progresse deux fois moins vite que le budget (+7% contre +15%) et tombe ainsi à 5,3% du PIB, au plus bas depuis au moins une dizaine d'années. L'ADP d'un montant de 2630 Mds Tk (25 Mds USD) est principalement dirigé vers le secteur du transport et des communications (27%), l'éducation et technologie – y compris la centrale nucléaire de Rooppur (16,8%) et le développement rural (15%). Cet ADP comprend en tout 1250 projets, dont près d'un quart a été initié plus de six ans auparavant. Les « méga-projets », au nombre de 20, représentent 30% de l'ADP. Parmi eux, cinq doivent être terminés lors de l'année budgétaire dont notamment le Padma Bridge Rail Link (financement EXIM Bank of China) et la desserte ferroviaire vers Cox's Bazar (financement Banque Asiatique de Développement).

Enfin, les ministères sociaux restent globalement moins bien dotés que dans les autres pays comparables dans la zone. Le budget de l'éducation croit légèrement pour atteindre 1,8% du PIB, en bas de classement parmi les Pays les Moins Avancés (PMA). L'allocation pour la santé n'est que de 0,76% du PIB alors que le Bangladesh se place actuellement 184ème sur 186 sur cet indicateur.

Approbation du dudget 2023-24 – le paiement des intérêts reste stable à 12,4% du budget

Malgré l'augmentation progressive des prêts à conditions de marché de la part des bailleurs, un taux de change plus défavorable et la hausse globale des taux, la hausse des taux d'intérêt implicites du financement externe devrait rester contenue de 1,5% en 2022-23 à 2,0% en 2023-24 d'après les documents du budget 2023-24. Dans le même temps, le recours aux National Saving Certificates (NSC), très coûteux (taux d'intérêt de 13% environ), est graduellement réduit permettant de réduire le coût de l'endettement interne.

Le paiement des intérêts de la dette restera maîtrisé, à 943 Mds Tk soit 12,4% du budget en 2023-24 avec une très large part pour financer les intérêts domestiques (10,8% du budget). Le montant des intérêts de la dette externe a cru très rapidement, de 43 Mds Tk en FY21 à 124 Mds Tk en FY24 mais reste faible, à 1,6% du budget.

Bhoutan

Poursuite de l'effritement des réserves de change du pays

Les membres de l'Assemblée nationale et du Conseil national du Bhoutan s'inquiètent de la diminution des réserves de change du pays. Le rapport budgétaire actuel pour l'année budgétaire 2023/24 montre une baisse des réserves de 833 MUSD à 689 MUSD. Cela représente un niveau de couverture d'importations essentielles équivalent à 14 mois.

Le député Passang Dorji a souligné la nécessité d'attirer des devises étrangères par le biais d'investissements directs étrangers (IDE), du tourisme et de l'éducation. Le chef de l'opposition, Dorji Wangdi, a souligné la possibilité de reconstituer les réserves en exportant du bois d'agar, très demandé au Moyen-Orient.

En réponse à ces préoccupations, le ministre des Finances, Namgay Tshering, a mentionné des développements récents, tels qu'un mécanisme d'incitation pour les envois de fonds ou l'augmentation de la taxe de développement durable dans le tourisme, qui a permis de collecter quelques 15,9 MUSD au cours des huit derniers mois. Le Bhoutan a également interdit l'importation de la plupart des véhicules, limitant ainsi l'accès au marché national.

Une enveloppe d'investissement de l'ordre de 30 MUSD pour améliorer l'efficacité énergétique

Plusieurs régions du Bhoutan continuent d'être sujettes à de nombreuses pannes d'électricité. Le ministère de l'Energie et des Ressources naturelles (MoENR) estime que les investissements nécessaires, pour tenter de remédier à ces pénuries, s'élèvent à quelques 30 MUSD (2,5 Mds NU). Dans ce contexte, l'entreprise publique, Bhutan Power Corporation, a annoncé qu'elle allouerait l'enveloppe nécessaire à l'arrêt de ces pénuries au cours des cinq prochaines années.

Le ministre du MoENR, Loknath Sharma, a déclaré que les pénuries s'expliquer principalement par les défaillances du système d'alimentation, telles que les lignes d'alimentation électrique et les sous-stations, plutôt que par les transformateurs eux-mêmes.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Croissance du secteur des infrastructures en mai

Le secteur des infrastructures en Inde a enregistré une croissance de 4,3 % en glissement annuel en mai, atteignant son niveau le plus élevé depuis février. Ce dynamisme a été soutenu par une augmentation de la production de ciment, d'acier et d'engrais. La production de ciment a enregistré une forte croissance, de 15,5 % par rapport à l'année précédente, tandis que la production d'acier a augmenté de 9,2 %. Ces chiffres témoignent d'une demande accrue dans les secteurs de la construction et de l'industrie, reflétant une reprise économique encourageante. Cependant, tous les secteurs n'ont pas connu une croissance uniforme. La production de pétrole brut a diminué de 1,9 % en mai par rapport à l'année précédente, tandis que la production de gaz naturel a enregistré une légère baisse de 0,3 %. Ces variations peuvent être attribuées en partie aux fluctuations des prix mondiaux du pétrole et du gaz, ainsi qu'aux conditions du marché. Malgré ces disparités, les experts restent optimistes quant à la croissance industrielle en mai. Ils estiment que la croissance de l'Indice de la production industrielle (IPP) devrait se situer entre 4 % et 6 %, ce qui indique une amélioration continue de l'activité économique du pays.

Politique monétaire

La DGFT encourage l'internationalisation de la roupie

Le gouvernement indien encourage les banques à promouvoir le règlement des transactions commerciales transfrontalières en roupie. L'objectif est d'internationaliser la monnaie locale. La Direction Générale du Commerce Extérieur (DGFT), rattachée au ministère du commerce et de l'industrie demandé aux banques de sensibiliser la communauté commerciale internationale au commerce en roupie via les comptes spéciaux dits « vostro » en roupie (SRVA). Les SRVA sont des comptes ouverts par des banques étrangères en Inde, représentant les partenaires commerciaux internationaux. Les montants payés en roupies par un importateur indien à un commerçant étranger sont crédités sur ce compte vostro. De même, des fonds seront retirés de ce compte lorsqu'un exportateur indien devra être payé pour ses produits et services en roupies. A noter que la RBI autorise l'utilisation des soldes

excédentaires des SRVA pour investir dans des obligations du gouvernement indien. Bien que plusieurs banques étrangères aient ouvert des SRVA, le volume des règlements en roupie reste faible. L'internationalisation de la roupie permettrait de réaliser des économies sur les coûts de couverture des fluctuations des taux de change. Cette initiative intervient après l'exclusion de certaines institutions financières russes du système SWIFT.

Politique commerciale

Accord entre l'Inde et les États-Unis pour résoudre des différends commerciaux à l'OMC

L'Inde et les États-Unis sont parvenus à un accord pour résoudre six différends commerciaux qui étaient en cours à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Dans le cadre de cet accord, l'Inde va éliminer les droits de douane imposés sur 28 produits américains, ce qui aura pour effet de renforcer les échanges commerciaux entre les deux pays. Cette décision intervient à la suite de la visite officielle du Premier ministre indien Narendra Modi aux États-Unis.

Les différends commerciaux trouvent leur origine dans les taxes à l'importation de 25 % sur l'acier et de 10 % sur l'aluminium que les États-Unis avaient imposées en 2018, invoquant des raisons de sécurité nationale. En représailles, l'Inde avait alors instauré des droits de douane sur 28 produits américains en juin 2019.

Les six différends abordent diverses questions, notamment les mesures compensatoires sur certains produits en acier au carbone laminé en provenance de l'Inde, les mesures liées aux cellules et modules solaires, les mesures relatives au secteur des énergies renouvelables, les mesures liées à l'exportation, les mesures sur les produits en acier et en aluminium, ainsi que les droits supplémentaires sur certains produits américains.

Les États-Unis sont le principal partenaire commercial de l'Inde, et le commerce bilatéral de biens entre les deux pays a atteint 128,8 Mds USD en 2022-2023, contre 119,5 Mds USD en 2021-2022. Ces accords reflètent donc une intensification des échanges bilatéraux au cours des deux dernières années.

Importations de pétrole russe en baisse en Inde

Les importations de pétrole brut de l'Inde en provenance de Russie ont enregistré une baisse de 6,5 % en juin, tandis que les importations en provenance d'Irak, d'Arabie saoudite et des États-Unis ont augmenté, selon les données de Vortexa. Malgré cette diminution, la part de la Russie représenterait encore près de 40 % des importations totales de pétrole de l'Inde.

La situation politique en Russie et ses conséquences potentielles sur les exportations de pétrole ont suscité des inquiétudes, ce qui pourrait expliquer cette baisse récente des importations de pétrole russe. A noter toutefois que malgré ces inquiétudes, les prix du pétrole sont rapidement revenus à la normale.

Au total, les importations totales de pétrole brut de l'Inde ont augmenté de 2 % en juin, les raffineurs publics ayant importé deux fois plus que les raffineurs privés.

Maldives

Accueil de 929 607 touristes au S1 2023, +14,3% en g.a.

Après une année 2022 proche du record de l'année 2019 (1,7 M de touristes), la reprise touristique aux Maldives s'inscrit dans la durée en 2023. Cinq des six premiers mois de l'année affichent une augmentation en glissement annuel du nombre de touristes ayant visité le pays, bien que l'écart se resserre progressivement, de +30,9% en g.a. en janvier à +8,5% en g.a. en juin (-3,6% en g.a. en mai). Sur le premier semestre, le nombre de touristes croît de 14,3% en g.a. et s'établit à 929 607, un record pour l'archipel (+7,2% par rapport à 2019). Les premiers pays de provenance sont : l'Inde (11,9% du total), suivie de près par la Russie (11,7%), puis le Royaume-Uni (8,6%), l'Allemagne (7,1%) et la Chine (6,9%), qui remonte à la 5e place du classement (27e en 2022) suite à la réouverture

de ses frontières et au ré-établissement de liaisons aériennes avec l'archipel. La France est en 8e position, avec 30 450 entrées depuis le début de l'année (3,3% du total).

Népal

Adoption d'une loi e-commerce visant à structurer l'essor des achats en ligne

Le Népal a présenté un projet de loi visant à réglementer le marché croissant du commerce en ligne. Par ailleurs, la loi permettra également de résoudre des litiges tels que les retours et les échanges tardifs. Le projet de loi proposé prévoit des peines pouvant aller jusqu'à trois ans de prison et des amendes pour les opérateurs et les vendeurs ne traitant pas les retours ou les violations de garantie. La loi impose également aux vendeurs de conclure des accords avec les plateformes de e-commerce et exige une exposition claire et détaillée des biens et des services en vente.

L'absence de réglementation en matière de e-commerce a donné lieu à des plaintes de clients non-adressées, des articles erronés non retirés du marché et des écarts de prix notoires. Les défenseurs des droits des consommateurs et les détaillants en ligne ont plaidé en faveur d'une loi visant à protéger les consommateurs et à réglementer le secteur.

Toutefois, certains estiment que les sanctions prévues par la proposition de loi ne sont pas assez strictes et qu'elle néglige l'indemnisation des clients ainsi que la couverture des travailleurs itinérants.

Malgré ces préoccupations, le secteur du e-commerce au Népal connaît une croissance rapide avec un chiffre d'affaires annuel estimé à 10 Mds NPR (76 MUSD). La nouvelle loi vise à formaliser le marché en ligne informel, à garantir la protection des consommateurs et à établir un cadre clair pour les opérations d'achat en ligne.

Nouvelle enveloppe de 50M USD de la Banque asiatique de développement afin d'améliorer le système douanier et logistique au Népal

La Banque asiatique de développement (BAsD) a accordé un prêt de 50 MUSD au Népal afin de soutenir les réformes politiques du gouvernement visant à renforcer le commerce intérieur et international. Ce prêt contribuera à la mise en œuvre du plan de réforme et de modernisation des douanes, qui prévoit l'adoption de technologies numériques pour améliorer les procédures douanières. Il s'agit notamment d'introduire le paiement électronique des droits de douane et des taxes, ainsi que la soumission en ligne des documents d'exportation. En outre, une base de données d'évaluation douanière en ligne sera créée et des efforts seront déployés pour rationaliser les documents d'exportation afin de faciliter le dédouanement.

Le programme de la BAsD va au-delà des réformes douanières et englobe la facilitation du commerce dans le secteur de la logistique. Il vise à promouvoir une circulation plus efficace des marchandises en améliorant les infrastructures logistiques et à augmenter la connectivité « jusqu'au dernier kilomètre ». En outre, un portail unique d'information sur la logistique sera développé pour consolider les informations pertinentes. En outre, la normalisation des exigences techniques en matière d'infrastructures et d'équipements logistiques sera introduite pour faciliter les échanges avec des partenaires clés comme l'Inde et le Bangladesh.

Le commerce et l'industrie contribuant à hauteur de 14% du PIB au Népal pour l'année budgétaire 2021/22, le gouvernement est déterminé à accroître son poids dans la richesse nationale du pays, en améliorant l'environnement commercial, en augmentant les recettes d'exportations et en renforçant les chaînes d'approvisionnement.

Pakistan

Nouvelles initiatives de consolidation budgétaire introduites au budget

Le budget modifié adopté par le Parlement le 25 juin dernier a intégré de nouvelles recettes fiscales via l'introduction de nouveaux impôts et taxes indirectes, qui entreront en vigueur au 1er juillet, notamment (i) une augmentation générale de la TVA non-déductible (« GST ») de 12 à 15 % (ii) une augmentation de la taxe sur l'immatriculation des véhicules de plus de 2000 cm3 (iii) l'imposition d'une retenue à la source de 10 % lors des transactions sur les valeurs mobilières (iv) la mise en place d'une « super taxe » applicable aux personnes physiques dont les revenus sont supérieurs à 527 000 USD (150 M PKR).

Baisse du déficit commercial de 43% au cours de l'année budgétaire 2022/23

Selon les données provisoires publiées par le Pakistan bureau of Statistics (PBS), le déficit commercial s'est établi à 27,5 Mds USD au cours de l'exercice 2022/23 (de juille à juin), contre 48,3 Mds USD en 2021/22, soit un allégement de 43% en g.a. Cette amélioration est principalement attribuable à la diminution des importations ayant baissé de 31 % (en g.a.) lors de l'année budgétaire FY23, passant de 80,1 Mds USD en FY22 à 55,3 Mds USD. Les exportations s'inscrivent également à la baisse, passant de 31,8 Mds USD à 27,7 Mds USD en FY23 (- 12,71 % en glissement annuel).

Hausse conséquente des subventions versées aux producteurs indépendants d'électricité chinois

L'augmentation de 18% du budget pour régler la dette circulaire de l'énergie en 2022/23 est largement attribuable à la hausse des subventions versées aux producteurs indépendants de l'électricité (IPP) chinois.

En effet, selon le ministère de l'Energie, la dette circulaire du secteur de l'électricité a augmenté de 400 Mds PKR (1,4 Md USD), pour atteindre 2 650 Mds PKR (9,5 Mds USD) à la fin du mois de l'année 2022/23, contre 2 250 Mds PKR (7,9 Mds USD) à la fin 2021/22.

En FY23, les subventions versées aux producteurs indépendants de l'électricité, essentiellement chinois, ont représenté 1770 Mds PKR (6,4 Mds USD) contre 133 Mds PKR (480 MUSD) en 2021/22.

Augmentation de l'indice des prix à la consommation de 29,4% en 2022/23

Les inondations de l'été 2022 ont perturbé les chaînes d'approvisionnement des denrées périssables - principalement les fruits et les légumes. Toutefois, leurs prix étaient revenus à leur niveau historique à la fin de l'été 2022 et n'ont contribué qu'à hauteur de 7,7 % de l'inflation globale au cours de l'année. En revanche, l'évolution du cours du blé, de la volaille et des huiles de cuisine a compté pour près de 20% de l'inflation sur la période considérée.

Amélioration des réserves de change grâce à la contraction d'un nouveau prêt chinois par le gouvernement pakistanais

Les réserves de change détenues par la Banque centrale (SBP) ont augmenté le 23 juin, passant de 3,5 Mds USD à 4 Mds USD.

Cette amélioration s'explique par l'octroi d'un prêt commercial chinois d'une valeur de 1,3 Md USD (décaissé en plusieurs tranches). Il convient de souligner les échéances récurrentes de remboursement des prêts chinois. A titre d'exemple, en juin dernier, le Pakistan a remboursé 300 MUSD à la Banque de Chine et 1 Md USD à la Banque de développement de Chine (China Development Bank, CDB).

Lancement prochain d'une obligation à trois ans de 2,5 Mds PKR (9 MUSD) de la société de micro-crédit Kashf pour financer l'entreprenariat féminin

InfraZamin Pakistan, Kashf Foundation et Arif Habib Limited ont annoncé le lancement d'ici le début du mois d'août du premier "Gender Bond" pakistanais d'une valeur de 2,5 Mds PKR (9 MUSD) sur le marché des capitaux obligataires pakistanais.

La société de microcrédit « Kashf », elle-même dirigée par une femme, Mme Roshaneh Zafar, sera chargée de la distribution de ces prêts, environ 30 000, aux microentreprises dirigées par des femmes.

La PIA, Pakistan International Airlines, entre revitalisation et restructuration

Le Premier ministre Shehbaz Sharif a constitué un Comité de haut niveau pour travailler sur la restructuration, la réforme et la relance de la Pakistan International Airlines (PIA), la plus grande companie aérienne pakistanaise. M. Khawaja Saad Rafique, le ministre des transports aériens, a présenté au Premier ministre un projet de réformes visant à améliorer la situation de la compagnie aérienne nationale. Le Premier ministre a informé les participants du Comité que la flotte de la PIA allait passer de 27 à 49 aéronefs. Dans la foulée de la réunion, le recrutement de 205 employés (pilotes, personnel de cabine, informaticiens, contrôleurs de fonctionnaires des finances et de la gestion) a été annoncé. Le Comité de haut niveau délibérera prochainement des différentes options pour la restructuration et la relance de la PIA.

Sri Lanka

Baisse de l'inflation à 12,0%, réduction des taux directeurs de 200 points de base

D'après les derniers chiffres publiés par le Department of Census and Statistics, l'inflation s'établit au mois de juin à 12,0% en g.a., contre 25,2% un mois plus tôt. L'inflation des produits alimentaires s'établit pour sa part à 4,1% en g.a. (21,5% en mai) et celle des produits non alimentaires à 16,2 % en g.a. (27% en mai). L'indice des prix étant stable depuis avril, cette diminution s'explique par un fort effet de base. L'inflation sous-jacente s'établit quant à elle à 9,8% en g.a. (20,3% en mai). Cette trajectoire de réduction de l'inflation, supérieure aux anticipations initiales, a motivé la Banque Centrale à réduire de 200 pb ses taux directeurs le 6 juillet, ramenant les taux de sa facilité de dépôt (Standing Deposit Facility, SDF) et de sa facilité de refinancement (Standing Lending Deposit, SLF) à 11,00% et 12,00% respectivement. Cette baisse intervient peu après une première réduction de 250 pdb un mois auparavant. La chute de l'inflation et des taux directeurs, ainsi que celle des taux associés aux émissions de titres souverains, sous l'effet d'une réduction de la prime de risque associée à la restructuration de la dette domestique, conduisent la Banque centrale à espérer une nouvelle baisse des taux pratiqués par les institutions financières (le taux préférentiel moyen pondéré pratiqué par les banques fin juin atteint 19,5%).

Réduction des prix de l'énergie

En plus de la baisse des taux d'intérêts directeurs, des baisses de prix récemment annoncées devraient contribuer à faire chuter davantage l'inflation, notamment celles des tarifs de l'électricité et du gaz. A compter du premier juillet, les tarifs du distributeur d'électricité national Ceylon Electricy Board (CEB) diminuent en moyenne de 14,2%. Cette diminution a été permise entre autres par l'appréciation de la roupie depuis la dernière révision en février 2023, par la baisse de la demande que cette hausse avait engendrée et qui permet à l'offre de reposer davantage sur des moyens de production peu coûteux, et par la baisse relative des cours mondiaux des carburants.

Parmi les particuliers, cette diminution bénéficiera avant tout aux plus petits consommateurs (<30 kWh mensuels) dont la facture devrait réduire de 65%, contre 4% de diminution pour les plus gros consommateurs (>180kWh). Ce changement de tarif vient donc augmenter de nouveau la progressivité du système de facturation que les changements précédents avaient contribué à réduire. Les plus petits consommateurs avaient en effet été les plus affectés par les hausses de tarif d'août 2022 puis de février 2023 qui avaient conduit à une augmentation cumulée pouvant atteindre 1100% pour les 30 premiers kWh consommés.

Outre les particuliers, le secteur hôtelier, les industriels, les bâtiments commerciaux, les institutions religieuses et le secteur public bénéficient également de réductions comprises

entre 0,8% et 26,3%. Litro Gas, le principal fournisseur de GPL du pays, a également annoncé une diminution des prix des bouteilles de 6 à 7% selon le poids concerné.

Le ministre de l'énergie Kanchana Wijesekera a néanmoins annoncé l'introduction d'une taxe de 50 LKR par litre à la pompe pendant 12 mois qui sera fléchée vers le remboursement des lignes de crédit indiennes (700 MUSD) obtenues en 2022 pour l'importation de produits pétroliers et, dans le cadre d'un accord de compensation, le remboursement sous forme d'exportations de thé (pour une valeur équivalente à 5 MUSD par mois), acheté auprès des cultivateurs par le Trésor sri lankais, d'une dette pétrolière (251 MUSD) contractée auprès de l'Iran dans les années 2000.

Approbation de la stratégie de restructuration de la dette domestique par le Parlement et réaction positive des marchés

Le Parlement sri lankais a approuvé le samedi 1er juillet la stratégie d'optimisation de la dette domestique (DDO), qui prévoit une restructuration des crédits de Trésorerie détenus par la Banque centrale, des obligations du Trésor détenues par les fonds de pension et des Sri Lanka Development Bonds et prêts en devises accordés à l'Etat (FCBU). La large exclusion du système financier (en particulier des obligations détenues par les banques, qui représentent l'essentiel de leur exposition au souverain) a rassuré les marchés. L'émission de bons du Trésor (maturité inférieure à 1 an) le mercredi 5 juillet a ainsi été marquée par une importante chute des taux pour toutes les échéances, par rapport à l'émission précédente datée du 27 juin : le montant proposé a été intégralement souscrit (avec un taux de couverture de 1,80), et ils se sont adjugés à 17,79% en moyenne à 91 jours (-521 pb), 15,93% à 182 jours (-356 pb), 13,86% à 364 jours (-313 pb).

Dans le même temps, le Colombo Stock Exchange, fermé dans les jours précédents, était marqué par un turnover record lors de sa séance du mardi 4 juillet, l'indice ASPI gagnant 6,7% en un jour et repassant au-dessus de 10 000 points, un plus haut depuis fin mars 2022.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC-	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur nos missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
Avec le concours des Services économiques du Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka

Crédits photo : **© DG Trésor**